

Portfolios of the poor

How the world's poor live on \$2 a day

Daryl Collins, Jonathan Morduch, Stuart Rutherford,
Orlanda Ruthven

2009
New Jersey
Princeton University Press
283 pages

par **Odile Macchi**, Centre de Recherches Historiques (École des hautes études en sciences sociales) – Observatoire du Samusocial de Paris.

Cet ouvrage fait état d'une recherche menée entre 1999 et 2005 auprès de deux cents cinquante ménages d'Inde, du Bangladesh et d'Afrique du Sud, sélectionnés sur la base de leur revenu journalier, inférieur à 2 dollars par jour et par personne^(*). Selon la Banque mondiale, 2,6 milliards de personnes en 2005, soit deux cinquièmes de l'humanité, vivaient en dessous de ce seuil. Si l'on s'intéresse aux dynamiques globales qui pourraient permettre de limiter cette pauvreté, la façon dont les pauvres agissent pour s'en sortir n'est, elle, que peu documentée, et les grandes enquêtes ne saisissant les ménages qu'à un moment donné laissent les processus de tenue de budget invisibles. Les auteurs ont développé un dispositif d'enquête original, combinant la tenue d'un journal figurant chaque mouvement d'argent et permettant d'établir le bilan comptable et les flux de trésorerie des ménages, avec un entretien deux fois par mois pour comprendre leurs choix de gestion. Grâce à cette mise en lumière des comportements financiers, les stratégies et les mécanismes mis en œuvre pour s'en sortir sortent de l'invisibilité et apparaissent dans leur rationalité. L'objectif ultime de la démarche est d'entraîner une évolution des outils financiers à destination des plus pauvres, dans la lignée des innovations de la microfinance, en particulier celles générées par Mohamed Yunus, fondateur de la Grameen Bank au Bangladesh et Prix Nobel de la Paix

en 2006 pour la qualité de cette initiative.

L'un des mérites majeurs de l'enquête est de battre en brèche un certain nombre d'idées reçues sur l'activité financière des ménages les plus pauvres. La possibilité même de gérer un budget peut sembler fermée à des ménages qui ont à peine de quoi nourrir leur famille au quotidien. L'analyse des portefeuilles des familles concernées par l'étude montre pourtant qu'en dépit de la faiblesse et de l'irrégularité de leurs revenus, les ménages ont tous une activité financière soutenue. À des degrés divers et selon des modalités variables, ces ménages recourent aussi bien à l'emprunt qu'à l'épargne. Pour l'ensemble des ménages, les transactions à petite échelle, en montants comme en durées, forment la plus grande partie de cette activité financière. Car la valeur moyenne d'un revenu de 2 dollars par jour ou moins masque sa grande irrégularité et l'incertitude économique qui pèse sur les familles. Les sources de revenu sont nombreuses, et combinent petits salaires, revenus issus d'auto-entreprises, d'emplois occasionnels, de la ferme et, en Afrique du Sud uniquement, de prestations sociales. Face à l'éparpillement et l'imprévisibilité des rentrées d'argent, il s'agit avant tout de gérer la trésorerie pour faire d'un revenu incertain une vie de famille stable, en épargnant les jours plus fastes et en empruntant pour des besoins urgents les jours plus maigres. La

fréquence des mouvements financiers est donc importante, souvent supérieure au revenu journalier, et se produit principalement de façon informelle, de la petite cachette chez soi à l'emprunt au voisin sans terme précis, le plus souvent en plusieurs endroits et sans intérêts, qu'il s'agisse d'emprunts ou d'épargnes. Une bonne part des économies et des prêts sont constitués sans recourir à des organismes financiers, en s'appuyant sur l'interconnaissance, même lorsque des dispositifs de microfinance existent. Les transactions informelles apparaissent, en effet, plus pratiques et plus flexibles : elles nécessitent moins de démarches administratives, évitent souvent de payer des intérêts, et les conditions en sont plus souples. Elles présentent néanmoins des inconvénients, tels que le manque de fiabilité, d'intimité et de transparence, et les ménages ne les utilisent que dans la mesure où les solutions institutionnelles restent moins adaptées à leurs besoins. D'où l'insistance des auteurs sur la nécessité de prendre en compte l'imprévisibilité des vies des plus pauvres et de fournir des solutions pour en atténuer les conséquences, comme le choix laissé d'utiliser les sommes prêtées autrement qu'en les investissant dans une affaire, restriction qui reste encore la clé de voûte de la microfinance.

En plus de l'enjeu important de répondre aux besoins de première nécessité, le budget serré des plus pauvres fait de la gestion des risques un enjeu vital.

Maladies, pertes de propriété à cause de catastrophes naturelles, d'incendies, etc. sont autant de dangers qui menacent l'équilibre financier des familles. Pour en limiter les effets, ces dernières ont recours à des solutions informelles d'assurance, comme la création fonds prévisionnel et de solidarité au niveau du village ou de groupes d'épargnes entre voisins, les sommes recueillies étant versées au membre du groupe touché. Mais souvent les besoins sont tels que le ménage doit assembler des sommes de diverses provenances pour venir à bout des dépenses, au point d'hypothéquer l'avenir lorsqu'il doit se séparer ses outils de production, par exemple son pousse-pousse, pour payer des frais médicaux alors qu'il constituait le gagne-pain de la famille.

Là encore, s'ils ne recourent pas à des systèmes d'assurance plus institutionnels, c'est que ceux-ci sont inadaptés à leurs besoins, avec un versement minimal trop élevé pour leur budget et des versements trop espacés, comme c'est le cas en Inde du système proposé par l'État pour les ménages les plus pauvres. Au Bangladesh, pays de la microfinance, des systèmes mieux adaptés existent, même si certains dysfonctionnements – fraudes, disparition des sommes versées, etc. – réduisent leur portée. En Afrique du Sud, l'activité assurancielles est concentrée sur le contrat obsèques, du fait de l'importance des cérémonies mortuaires et des obligations de réceptions suite à un décès, mais les outils à disposition manquent de fiabilité et laissent de côté les autres risques. Une collaboration entre les sociétés d'assurance et les institutions de la microfinance, telle que développée en Inde, est suggérée par les auteurs comme la meilleure solution pour la gestion de ces risques, surtout dans les pays qui bénéficient le moins de systèmes de protection sociale, et doivent trouver ailleurs une couverture générale, tous risques confondus.

Une autre idée reçue sur les ménages en situation de grande pauvreté est invalidée par l'étude. En ce qui concerne l'épargne, ces ménages pauvres sont, comme les autres ménages, désireux de constituer un capital pour réaliser leurs projets et en ont la capacité. Les portefeuilles étudiés soulignent l'importance des économies réalisées, avec un ratio épargne/revenu supérieur à celui des ménages plus aisés. Cette épargne, constituée dans des clubs d'épargne entre voisins, ou établie personnellement et parfois confiée à des « gardiens d'argent » pour en éviter la dilapidation, est utilisée pour les urgences, les grands événements de la vie, naissances, mariages, etc., ou pour profiter d'opportunités, comme l'investissement dans une petite affaire commerciale. Les outils utilisés ne permettent pas de sécuriser l'argent à long terme et imposent des pratiques de consolidation *ad hoc* (achat d'or ou de terrain par exemple). Pourtant, le recours aux clubs d'épargne est très populaire et considéré comme essentiel pour les ménages : confrontés quotidiennement à la précarité, ils ont besoin de la discipline apportée par l'appartenance au club pour s'imposer l'effort d'une épargne régulière. La plupart du temps celle-ci est versée par tous les membres du club tous les mois, et donnée chaque mois à un membre différent. Le club peut également accorder des prêts. En outre, la date de versement de l'épargne ne correspond pas toujours au moment où le foyer en aurait le plus besoin, et le système ne permet pas la constitution d'un stock monétaire plus important. Enfin, ces clubs souffrent, comme les autres dispositifs informels, d'un manque de fiabilité, notamment si la somme, gardée chez l'un des membres, est volée, ou si certains membres cessent d'effectuer leur versement. Ainsi, au Bangladesh, pendant longtemps les organismes de microfinance ont proposé plusieurs outils, mais un seul schéma de

remboursement, excluant les personnes ayant peu de trésorerie et sujets à la variabilité des revenus.

En se fondant sur les habitudes financières des ménages les plus pauvres, on peut inventer des instruments qui offrent des versions à long terme des combinaisons de solutions à court terme utilisées actuellement. Par exemple, la gestion de petits portefeuilles avec une fréquence importante des mouvements interdit les économies d'échelle pour l'institution financière, et le prix de l'argent est réputé plus cher pour les plus pauvres qu'il ne l'est pour les plus riches. Toutefois, les ménages pauvres sont prêts à payer plus cher pourvu que le service réponde à leurs besoins. On observe également une forte hétérogénéité des prix. Les ménages peuvent à la fois épargner sans rémunération, avec rémunération en étant taxés, emprunter avec ou sans intérêts, et tous les cas de figure cohabitent au sein d'un même portefeuille suivant des logiques diverses.

Grâce à l'enquête, une série de comportements qui pourraient sembler irrationnels du point de vue de la théorie classique du prix – emprunter à taux élevé, rembourser rapidement un prêt pourtant non taxé, payer une taxe sur son épargne – prennent sens à la lumière des contraintes propres à la précarité des ménages étudiés et aux contextes spécifiques dans lesquels ils évoluent : risques accrus, manque de dispositifs financiers adaptés, besoins de trésorerie, variabilité des revenus, imprévisibilité, méfiance envers les proches, etc. Un dispositif d'épargne adapté permettrait de conserver la souplesse de la finance informelle actuelle, tout en sécurisant les sommes versées et en libérant les ménages du stress lié à l'obligation de négocier sans cesse.

Les innovations apportées par la Bank Grameen dans les années 2000 intègrent une partie des besoins identifiés dans l'ouvrage : la périodicité des versements

y est plus souple, les échéanciers peuvent être reprogrammés, et les remboursements anticipés. Les prêts ne sont plus soumis à l'obligation d'investir dans une affaire. Des systèmes d'épargne sont mis en place pour servir d'assurance généraliste mais aussi de constitution d'un capital à plus long terme, associant la discipline recherchée dans les clubs d'épargne à la capacité à fournir des produits de long terme. Toutefois, les offres de la Bank Grameen restent une

exception, et il n'existe pas partout de cadre légal défini pour les organismes de microfinance.

En conclusion, les auteurs soulignent que, loin de se limiter à une analyse de la capacité financière des ménages les plus pauvres, l'étude aborde l'ensemble des domaines de la vie. Grâce à une plus grande disponibilité financière, les ménages peuvent ainsi assurer leur accès à des services leur permettant de garantir un avenir meilleur, comme

l'accès aux soins et à l'école. On peut néanmoins regretter que la focalisation sur les outils financiers laisse de côté la part non monétaire des ressources et des dépenses des familles laquelle relève, en effet, d'une activité importante de ces familles et de stratégies non financières de survie, d'amélioration du quotidien et de réalisation de projets – qui devraient être prises en compte dans l'évaluation du niveau de pauvreté et dans la constitution d'outils adaptés.

(*) Le dollar est ajusté en fonction du taux de change et non du facteur de conversion du pouvoir d'achat, qui n'est pas spécifiquement adapté à la consommation des plus pauvres.